

# Ricerche di **Storia Politica**

OLIVIER WIEVIORKA

## **Une exception française? La Résistance en France durant les années sombres (1940-1944)**

This is the original version of the article published by «Ricerche di storia politica», issue 1/2002, pp. 61-76, with the title *Un'eccezione francese? La resistenza in Francia durante gli anni bui (1940-1944)*



OLIVIER WIEVIORKA

## **Une exception française? La Résistance en France Durant les années sombres (1940-1944)**

---

La Résistance constitue-t-elle un phénomène européen? La réponse n'appelle semble-t-il aucune réserve. Par les formes communes qu'il revêt, le rêve hégémonique nazi devrait en effet provoquer des ripostes civiles ou militaires comparables, de sorte qu'à l'identité des politiques d'occupation répondrait la communauté des répliques apportées par les populations placées sous la botte. Ce schéma séduisant bute pourtant sur l'épreuve des faits. Malgré leur inspiration commune, les régimes imposés par le Reich se caractérisent par une grande diversité et l'on ne saurait comparer, initialement tout du moins, la modération prévalant en Norvège à la domination brutalement imposée sur les bords de la Vistule. Géographie et géopolitique ont par ailleurs dicté leur loi. La Belgique, pour des raisons géographiques évidentes, n'a pas connu de maquis, forme qui constitue en revanche une donnée essentielle dans le cas français. Et si les Néerlandais n'ont pu aisément quitter leur pays, les Norvégiens ont à rebours su exploiter la porosité frontalière de la proche Suède. La Résistance, enfin, s'inscrit dans une tradition nationale qui modèle son combat. La faiblesse des partis extrémistes dans le Danemark de l'avant-guerre explique en partie le caractère pacifique d'une résistance dominée par sa composante civile; la tradition révolutionnaire du Parti communiste français a conduit en revanche ses membres à l'usage de la violence, et ce dès le premier attentat perpétré contre les troupes d'occupation, le 21 août 1941<sup>1</sup>. La diversité foisonnante de la Résistance incite donc à la prudence et amène à tempérer l'unité postulée du phénomène par la prise en compte de paramètres nationaux.

Ce constat balancé s'applique de toute évidence aux cas français et italien. Certes, la comparaison a priori s'impose. Les populations, dans les deux pays, ont eu à se déterminer et vis-à-vis de l'occupant allemand, et vis-à-vis de régimes disposant d'une réelle base sociale, Etat français d'une part, régime fasciste puis République sociale italienne de l'autre. Dégagé par Claudio Pavone, le schéma ternaire distinguant combat patriotique, lutte des classes et guerre civile semble, dans cette

---

1 B. Moore (dir.), *Resistance in Western Europe*, Oxford, Berg, 2000.

mesure, pertinent pour définir la situation qui prévaut dans une France marquée, pendant comme après sa libération, par des combats fratricides exacerbés par quatre années d'occupation<sup>2</sup>. Les termes de l'action, par ailleurs, ne sont pas sans parenté. A la République du Vercors répond la forme singulière des «zones libres»<sup>3</sup>. La guerre menée par les Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) ressemble à celle que mènent les Partigiani, que ces derniers soient enrôlés dans les brigades Garibaldi, Justice et Liberté ou Flammes vertes. La stratégie ambivalente des Partis communistes perturbe dans les deux cas le champ politique, l'hypothèque n'étant levée que par le «tournant de Salerne» dans un cas, le retour de Maurice Thorez puis la conférence d'Ivry de l'autre. La Résistance enfin porte l'espoir d'une rénovation qu'incarne le programme du Conseil national de la Résistance en France, le Parti d'Action dans la péninsule italienne. Dans leur ensemble, ces points dessinent les contours d'une possible comparaison entre les deux pays.

Quelques éléments, pourtant, tempèrent l'enthousiasme. La Résistance, si l'on suit l'historiographie italienne, ne débute qu'en 1943 - à la déposition de Mussolini ou à la conclusion de l'armistice du 8 septembre - alors qu'elle s'amorce en France dès 1940. De même, l'unification des forces clandestines, dans l'Hexagone, résulte dans une large mesure de l'impulsion donnée par Charles de Gaulle et son délégué Jean Moulin - une configuration qui épargne l'Italie. L'armée des ombres est initialement déconnectée de la marche du conflit dans le cas français alors qu'elle est, dans la réalité ou dans les représentations, dépendante de la progression alliée dans la péninsule. Les formes même de l'action diffèrent, malgré leur apparente parenté. Si les exécutions sommaires marquent les deux pays (l'assassinat de Philippe Henriot le 28 juin 1944 offre le pendant de l'attentat contre Giovanni Gentile du 15 avril 1944), les singularités n'en demeurent pas moins. Qu'il s'agisse du cycle amorcé en novembre 1943 ou de la vague déclenchée en mars 1944, la grève a pesé en Italie alors que son rôle reste marginal sur l'autre versant des Alpes. Et si l'insurrection nationale a permis de libérer Gênes, Milan ou Bologne avant l'arrivée des Alliés, elle est restée marginale en France puisque seules, cinq villes sur 212 doivent leur liberté à l'action de leurs habitants<sup>4</sup>. Sans oblitérer la pertinence de la comparaison, ces facteurs suffisent indiscutablement à en infirmer la portée.

---

2 C. Pavone, *Una guerra civile. Saggio storico sulla moralità nella Resistenza*, Torino, Bollati Boringhieri, 1991.

3 A. Balzaro, *Le Vercors et la zone libre de l'Alto tortonese. Récits, Mémoire, histoire, thèse dirigée par Robert Paris et Alain Joxe*, Paris, EHESS, 2001.

4 P. Buton, *Les Lendemain qui déchantent. Le Parti communiste français à la Libération*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1993, p. 104 et ss.

## Résistance française, entre union et division

---

L'intrication du combat patriotique, de la lutte des classes et de la guerre civile a, si l'on suit Claudio Pavone, miné la cohésion donc l'unité de la Résistance italienne. Ce schéma séduisant s'applique-t-il pour autant à la France? Il est permis d'en douter. Non, certes, que la France ait, par un improbable miracle, échappé aux fractures tenaillant sa voisine. L'armée des ombres a bel et bien pâti de ses divisions. Un premier clivage oppose tout d'abord partis et mouvements. Par sa soudaineté et sa brutalité, la défaite de 1940 a en effet plongé dans un profond désarroi les formations politiques par surcroît désorientées par l'émergence de l'Etat vichyste à qui elles apportent globalement leur soutien. Le 10 juillet 1940, 80 parlementaires seulement s'opposent à la remise des pleins pouvoirs au maréchal Pétain, 570 lui apportant en revanche leur suffrage<sup>5</sup>. Le Parti communiste français, prisonnier du pacte germano-soviétique, se tait, et mène à l'été 1940 un jeu complexe qui l'écarte du combat clandestin<sup>6</sup>. Par pacifisme, anti-bolchevisme ou opportunisme, une partie de la SFIO appuie l'Etat français ou campe sur les rives de l'attentisme<sup>7</sup>. La droite française, enfin, accepte un ordre nouveau qui dans une large mesure reprend son programme d'avant-guerre, du corporatisme au cléricalisme en passant par la restauration d'un exécutif bridé sous la IIIème République par l'omnipotence des Chambres. Jusqu'en 1941, la Résistance se construit donc indépendamment des partis ce qui nourrit une défiance réciproque. Parfois nourris d'un antiparlementarisme remontant à l'avant-guerre, les mouvements de résistance, imputant la débâcle à l'impéritie des partis, prétendent prendre le pouvoir à la libération. Cette ambition exacerbe la fureur des anciennes formations qui, promptes à dénoncer le risque de parti unique, entendent bien jouer un rôle après la guerre.

La stratégie que poursuit le PCF se surimpose à ce premier clivage. Discrédités par leur soumission aux ordres de Moscou, discipline kominternienne oblige, les communistes nourrissent la crainte et des mouvements, et des partis. Non sans raison. Les méthodes d'action prônée par le Parti, l'exécution d'Allemands isolés notamment sont loin de faire l'unanimité et de Gaulle les condamne publiquement le

---

5 O. Wiewiorka, *Les Orphelins de la République. Destinées des députés et sénateurs français. 1940-1945*, Paris, Le Seuil, 2001, chapitre 1 et 2.

6 J-P. Azéma, A. Prost, J-P. Rioux (dir.), *Le Parti communiste français des années sombres. 1938-1941*, Paris, Le Seuil, 1986.

7 M. Sadoun, *Les Socialistes sous l'occupation. Résistance et collaboration*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1982.

23 octobre 1941- après avoir pris le temps de la réflexion<sup>8</sup>. L'appui offert au général Giraud en 1943 démontre l'ambivalence du soutien qu'apporte le PCF au général de Gaulle<sup>9</sup>. La colonisation des postes, enfin, inquiète à juste titre les résistants qu'alarme la tentation hégémonique des Rouges, parfois considérée comme le prélude à une révolution<sup>10</sup>.

Un dernier clivage, enfin, dresse les résistants de métropole contre Charles de Gaulle. Centrés sur l'action militaire, les réseaux, qu'ils dépendissent des Anglais (le Special Operations Executive notamment) ou des services secrets français (le Bureau Central de Renseignement et d'Action dirigé par le colonel Passy) étaient, par définition, en relation avec Londres. De fait, leur action (renseignement, sabotage ou rapatriement des soldats) imposait cette liaison. Les mouvements, en revanche, se constituèrent spontanément et les liens entre la métropole et la France libre furent tardifs. Charles de Gaulle privilégiait le renseignement qui longtemps représenta la seule monnaie négociable avec les Anglais. Et les mouvements ne tenaient guère à se placer sous la houlette de Londres. Le ralliement du préfet Jean Moulin au général de Gaulle comme le copieux rapport qu'il lui remis en octobre 1941 modifia sans doute les perspectives. En avril-mai 1942, Christian Pineau, patron du mouvement Libération-nord se rendit en Grande-Bretagne et obtint, non sans mal, du général qu'il définisse ses objectifs politiques<sup>11</sup>. Le *Manifeste* recueilli et amplement diffusé par la presse clandestine constitua, dès lors, la base politique de l'union entre la métropole et la France libre. Quelques contentieux, pourtant, perdurèrent. La résistance métropolitaine réclamait et l'autonomie, et le commandement de ses forces, l'Armée secrète notamment, que de Gaulle entendait en revanche confier à un professionnel. Les mouvements s'opposèrent surtout à la réintroduction des partis dans le jeu clandestin. Pour obtenir la confiance des Alliés, de Gaulle devait en effet prouver qu'il rassemblait sur son nom l'ensemble des Français. Le soutien des anciennes formations se révélait donc décisif pour gagner la bataille de la légitimité.

---

8 «Il est absolument normal et il est absolument justifié que les Allemands soient tués par les Français. Si les Allemands ne voulaient pas recevoir la mort de nos mains, ils n'avaient qu'à rester chez eux et ne pas nous faire la guerre [...]Mais il y a une tactique à la guerre [...]. Or, actuellement, la consigne que je donne pour le territoire occupé, c'est de ne pas y tuer ouvertement d'Allemands», Charles de Gaulle, discours du 23 octobre 1941, *Discours et messages 1940-1946*, Plon, 1970, pp. 122-123.

9 S. Courtois, *Le PCF dans la guerre. De Gaulle, la Résistance, Staline...*, Paris, Ramsay, 1980, pp. 320 et ss.

10 «Sur les 38 postes les plus élevés de la hiérarchie de Résistance militaire intérieure, les communistes en ont occupé 20» au moins, cf. P. Buton, cit., p. 69.

11 Le récit de cette rencontre comme les deux versions du Manifeste figurent in Christian Pineau, *La simple vérité*, Paris, Julliard, 1960.

Le chef de la France libre s'employa donc à obtenir le concours des partis, puis rassembla partis, mouvements et syndicats au sein du Conseil national de la Résistance dont Jean Moulin, initiateur et réalisateur du projet prit la présidence dès la séance inaugurale (27 mai 1943)<sup>12</sup>. Craignant d'être dépossédés du monopole politique qu'ils exerçaient, furieux de voir les partis blanchis à bon compte de leurs compromissions, les mouvements se rebellèrent mais durent *in fine* s'incliner. L'affaire, pourtant, avait laissé des traces et les relations entre de Gaulle et la résistance métropolitaine furent placés sous le signe de la méfiance réciproque.

Qu'ils concernent les couples partis/mouvements, PCF/résistance non communiste, de Gaulle/résistance intérieure, les clivages ont donc indiscutablement fragilisé l'armée des ombres. Dans l'ensemble, pourtant, l'unité l'a largement emporté sur les divisions - quelles que fussent les arrières-pensées. Contrastant avec les luttes intestines qui caractérisent d'autres pays, la Grèce ou la Yougoslavie notamment, cette spécificité française s'explique par une pluralité de motifs, mais en aucun cas par l'intervention de l'étranger.

Certes, des éléments exogènes ont contribué à modeler les traits de la Résistance française. La marche du conflit, en dévoilant la possible puis certaine défaite du Reich, a inversé les pronostics et sans doute favorisé l'armée des ombres d'autant que la guerre totale, débouchant sur l'instauration du Service du Travail Obligatoire (février 1943) a précipité dans la lutte des milliers de réfractaires<sup>13</sup>. De même, le prestige de l'Union soviétique auréolée par la victoire de Stalingrad a indiscutablement redoré le blason du Parti communiste terni par le pacte germano-soviétique. Ces facteurs, ceci dit, n'ont que modérément joué. Les résistants, dans leurs engagements, se sont d'abord déterminés en fonction d'enjeux nationaux; et les puissances étrangères n'ont que faiblement pesé sur les organisations résistantes ce qui singularise, ici encore, le cas français. Dans d'autres pays, en effet, les formations clandestines, parfois suscitées par des puissances étrangères, ont même été commandées par elles. En Norvège, le SOE et l'organisation militaire norvégienne (Milorg) entretiennent peu de contacts jusqu'en septembre 1942. A partir de 1942, la coopération entre les deux mouvances se renforce, mais c'est bien le SOE et le SHAEF qui mènent la danse, en assignant à la résistance norvégienne ses objectifs militaires malgré les réticences locales. Les sabotages menés par les Anglais sont par exemples condamnés par les locaux qui redoutent les représailles allemandes<sup>14</sup>. De

---

12 D. Cordier, Jean Moulin, *La République des catacombes*, Paris, Gallimard, 1999.

13 Sans qu'il faille faire de chaque réfractaire un résistant en puissance, cfr. R. Kedward, *STO et maquis*, in J-P. Azéma, F. Bedarida (dir.), *La France des années sombres*, II, Paris, Le Seuil, 1993, p. 271 et ss.

14 A. Moland, *Norway*, in Bob Moore, cit., p. 223 et ss.

même, les Alliés s’immiscent parfois dans la conduite des opérations clandestines. Dans sa célèbre proclamation (13 novembre 1944), le général Alexander exige ainsi que les partisans rentrent chez eux, signe patent de la faible confiance que les Anglo-Saxons accordent à la résistance italienne. A cette aune, l’intervention des puissances étrangères dans la Résistance française apparaît limitée. Création spontanée, les mouvements échappent totalement à leur emprise; parfois contrôlés par la Grande-Bretagne, les réseaux sont le plus souvent solidement tenus en main par le BCRA; l’action clandestine, bien que théoriquement articulée à la stratégie alliée, reste sous commandement français, que ce commandement soit métropolitain et soumis à la Commission d’Action du CNR (COMAC) ou qu’il dépende de Londres, le général Koenig recevant en février 1944 la direction des FFI. Les Anglais (via le SOE ou le SIS) comme les Américains (par le truchement de l’OSS) ont bien entendu tenté de s’immiscer dans les affaires intérieures de la Résistance française, pour enfoncer un coin entre les Mouvements et le général de Gaulle dont ils se défiaient. Ils en furent pour leurs frais. Les services de la France libre contrôlaient notamment, via la Délégation en France occupée, le financement des organisations ce qui limitait les possibilités d’intervention. Les Américains tentèrent bien, en proposant des sommes rondettes, de détourner le mouvement Combat du droit chemin mais cette tentative échoua. Après avoir hésité, les représentants mandatés par Henri Frenay finirent par décliner les propositions avancées à Berne par Allen Dulles (mai 1943)<sup>15</sup>.

La marche vers l’unité ne résulte donc pas des interventions alliées mais découle d’une dynamique complexe dont il importe de saisir les motifs. L’évolution du conflit a, tout d’abord, dicté sa loi. La collaboration, on le sait, a été, dès 1940, impopulaire et rares furent les Français à miser sur le nouvel ordre européen<sup>16</sup>. Ce sentiment, ceci dit, ne débouchait pas nécessairement sur des engagements actifs. Beaucoup peinaient à imaginer les termes d’une action susceptible de briser la machine nazie ou de miner la popularité incontestable dont Philippe Pétain, du moins initialement, jouissait. La pression sans cesse croissante que les Allemands exerçaient sur une population soumise à un rationnement drastique, menacée par le STO, et persécutée pour ses origines raciales ou ses opinions politiques, facilita le recrutement d’hommes bien décidés à «faire quelque chose». La marche du conflit, par ailleurs, en dessinant la désormais certaine défaite du Reich, inversa le pronostic émis en 1940. La perspective du débarquement, enfin, imposa à une Résistance bien décidée à jouer un rôle dans la libération du pays, de s’unir et de coordonner ses efforts pour renforcer son efficacité. A la base, la haine de l’occupant excluait les querelles des

---

15 D. Cordier, *Jean Moulin, L’Inconnu du Panthéon*, I, Paris, Jean-Claude Lattès, 1989, p. 208 et ss.

16 P. Laborie, *L’Opinion française sous Vichy*, Paris, Le Seuil, 1990.

chefs et imposait l'unité; au sommet, la préparation du jour J commandait de taire les divisions pour rationaliser l'effort de guerre. L'évolution du conflit comme les perspectives qu'elle ouvrait a donc incontestablement conforté le sentiment unitaire.

La levée de l'hypothèque vichyste a renforcé cette tendance. Entre 1940 et 1942, la question de l'Etat français a contribué à diviser les Français, forces résistantes incluses. Pour beaucoup, Philippe Pétain défendait pied à pied l'intérêt national, de bons esprits soupçonnant même, au mépris de l'évidence, une entente secrète entre le vainqueur de Verdun et Charles de Gaulle - le fameux «double jeu». Quelques hommes, par ailleurs, n'était pas insensibles à la Révolution nationale qu'amorçait l'Etat français. Dans un manifeste rédigé en novembre 1940, Henri Frenay clamait son attachement à l'œuvre poursuivie par le Maréchal que Philippe Viannay, patron de Défense de la France, soutenait en partie. Avec le temps, ces illusions ne tardaient pas à se dissiper. Le régime vichyste reposait en effet sur deux paris : la certitude de la victoire allemande qui imposait de collaborer avec le vainqueur d'une part ; la capacité à protéger les populations des rigueurs de l'occupation de l'autre. Or, la collaboration, loin d'atténuer le fardeau pesant sur la France, débouchait sur des exigences accrues; Vichy, par surcroît, perdait en 1942 l'ensemble de ses atouts. La Flotte se sabordait à Toulon et l'Empire passait en bloc à la dissidence. Cette dégradation amenait la population, Résistance en tête, à se désolidariser de l'Etat français même si Philippe Pétain conserva jusqu'en 1944 une réelle popularité. Vichy fixait dès lors un consensus négatif et contribuait à souder la Résistance autour de son rejet.

Cette évolution ne pouvait que servir Charles de Gaulle. Le Rebelle, en 1940, était un homme seul et les ralliements restait rares. Au fil du temps, il parvenait cependant à s'imposer. L'évolution du conflit, en confirmant la validité de ses postulats, confortait sa position. En refusant par ailleurs toute logique d'excommunication tant à l'égard des communistes pourtant embarrassés par le pacte germano-soviétique que vis-à-vis des vichystes discrédités par leur engagement pétainiste, il affirmait sa capacité à réaliser l'union nationale. En précisant ses buts de guerre et en offrant aux démocrates les garanties qu'ils escomptaient, il rassurait et laissait entrevoir, à la Libération, un vaste programme de réformes susceptibles de séduire les éléments progressistes. Jouant par ailleurs de l'arme radiophonique que servait un verbe talentueux, il bénéficiait auprès de la population communiant dans l'écoute clandestine de la BBC d'une popularité immense quoique difficilement mesurable.

Ces éléments favorisèrent l'unification des forces clandestines. Charles de Gaulle la souhaitait, pour des raisons militaires -favoriser la libération de la France- et politiques -conforter sa légitimité aux yeux des Alliés pour le moins réticents,



Roosevelt notamment. Au départ hésitants, les partis se rallièrent tant par patriotisme que pour tenter de limiter les prétentions politiques de la Résistance. Malgré leurs réserves, les mouvements s'alignèrent : leur base n'aurait pas compris que les chefs se désolidarisassent du général qui, par surcroît, contrôlait finances et approvisionnement en armes. La France libre put donc impulser le processus qui devait conduire à l'union. En zone sud, un Comité de coordination présidé par Jean Moulin rassembla Combat, Franc-Tireur et Libération (sud) qui acceptèrent de se fédérer en 1943 au sein des Mouvements Unis de Résistance (MUR). Créé par Jean Moulin le 27 mai 1943, le Conseil national de la Résistance groupa, outre les principales formations clandestines, partis et syndicats. De Gaulle recevait en parallèle le soutien des formations politiques qui adoubèrent à Londres des représentants (Fernand Grenier pour le PCF, Félix Gouin pour la SFIO...) et qui déléguèrent leurs hommes à l'Assemblée consultative d'Alger (septembre 1943). De Londres ou d'Alger, le pouvoir gaulliste, enfin, organisait la libération sur le plan militaire en envoyant des Délégués militaires régionaux chargés d'assister les FFI, sur le plan politique en nommant les hommes chargés de prendre, dans les villes, le pouvoir. Cette dynamique n'alla pas sans heurts. Les mouvements déploraient l'inclusion des partis au sein du CNR; les FFI se défiaient des DMR qui, ignorant les réalités du terrain, prétendaient parfois au mépris de leurs instructions, assurer le commandement des troupes; le choix des préfets et des maires provoqua parfois quelques débats. Dans l'ensemble, pourtant, le système fonctionna. Au sommet, Charles de Gaulle l'emportait sur son rival, Henri Giraud, et incorporait au sein de son gouvernement provisoire l'ensemble des forces politiques, communistes inclus; à la base, les hommes, à la veille du débarquement, étaient prêts à sortir de l'ombre pour s'emparer du pouvoir.

La France, dans cette mesure, constitue bien un cas d'espèce. La Résistance a en effet réussi à surmonter ses divisions pour s'unir (à la différence de la Grèce ou de la Pologne), sans que les Alliés n'imposent leurs vues (au rebours de la Norvège), sans également qu'un gouvernement en exil ne dicte au nom de sa légitimité sa loi (à la différence des Pays-Bas). L'influence internationale au sens large et le rôle des Alliés en particulier sont restés limités. En revanche, le poids du général de Gaulle s'est révélé décisif. Malgré le caractère téméraire du pari lancé le 18 juin 1940, de Gaulle a réussi à fédérer sous son nom l'ensemble des forces clandestines tout en jetant les bases d'un Etat clandestin dont la solidité évita au pays les affres de la guerre civile. Autant de points qui distinguent la France d'une Italie victime des querelles fratricides qu'amplifia l'évanescence des structures étatiques. La Résistance put ainsi imposer sa loi, sans qu'elle impose pour autant sa marque dans la France de l'après-guerre.

## Des lendemains qui déchantent ?

---

Loin de borner leurs ambitions au départ de l'occupant, les mouvements espéraient à la libération recomposer le champ politique et imposer leur programme<sup>17</sup>. Charles de Gaulle, pour sa part, entendait bien inscrire son pouvoir dans la durée et procéder à un vigoureux aggiornamento, dans le domaine constitutionnel notamment. Cette double espérance fut rapidement déçue. La résistance intérieure ne parvint pas à peser sur les destinées du pays, et de Gaulle, à son corps défendant, fut contraint de démissionner le 20 janvier 1946.

Les résistants, après guerre, ont volontiers clamé leur dégoût de la politique et prétendu n'avoir construit leur action que sur une base patriotique. Cette thèse, *topos* du discours résistant, conserve une part de vérité. Les individus se sont souvent engagés pour combattre les Allemands, sans explicitement construire leur action sur un plan politique. L'arbre ne doit cependant pas masquer la forêt. Les militants enrôlés avant-guerre dans les partis n'ont pas soudain remis leurs préférences idéologiques au magasin des accessoires inutiles. Quelques formations clandestines, par ailleurs, se sont lancées dans la lutte pour des motifs patriotiques, tout en conservant, pour le long terme, l'idée que le combat mené pouvait servir leur cause. Les démocrates-chrétiens, têt impliqués dans la lutte comme le démontrent les exemples de François de Menthon, Pierre-Henri Teitgen ou Maurice Schumann, avaient bien entendu la ferme volonté de lutter contre un occupant exécré. Ils étaient cependant sensibles au risque que le ralliement pétainiste, voire vichyste de l'Eglise faisait planer sur le devenir du catholicisme en France. Peut-être souhaitaient-ils, également, prouver par l'exemple que l'on pouvait être croyant et défendre la République, une évidence que l'anticléricalisme militant de la III<sup>ème</sup> République avait longtemps masquée. De même, les fondateurs de l'Organisation civile et militaire, patriotes indiscutables, voulaient bouter hors de France des occupants indésirables. Il n'est cependant pas sans intérêt de relever leurs origines socioprofessionnelles. L'OCM résulte en effet de la fusion d'un groupe d'inspiration militaire dirigé par Jacques Arthuys, Touny et Heurteaux et d'un cercle émanant de la Confédération des Travailleurs Intellectuels comprenant notamment Sainte-Laguë et Maxime Blocq-Mascart. Autant d'individus qui, bien souvent, avaient milité dans des organisations visant à structurer les classes moyennes pour que ceux que l'on n'appelait pas encore les «cadres» puissent, coincés entre le syndicalisme ouvrier et

---

17 O. Wiewiorka, *Nous entrerons dans la carrière. De la Résistance à l'exercice du pouvoir*, Paris, Le Seuil, 1994.

les organisations patronales, faire entendre leur voix<sup>18</sup>. Consciente ou non, l'ambition politique s'exprima clairement au travers de leurs Cahiers, d'inspiration technocratique qui tentèrent de dessiner les contours de la France nouvelle. L'ambition politique de la Résistance se borna alors à prolonger, dans la nuit de l'Occupation, des combats antérieurs à la guerre.

La dynamique du conflit amena par ailleurs des individus jusque lors dépolitisés à s'intéresser à la chose publique. D'une part, les mouvements, déçus par l'attitude des élites au vrai modestement engagées dans la lutte commencèrent à envisager de se substituer à elles. Le pouvoir politique et militaire avait été incapable de préparer la guerre et encore moins de la gagner. Ses membres refusaient de rejoindre les rangs de la Résistance. Au nom de quoi pourraient-ils prétendre, après guerre, conserver les rênes du pouvoir ? Ce constat, que renforçait un vif antiparlementarisme, amena certains résistants à envisager une relève de la garde. La mission qu'assignait Charles de Gaulle à la résistance intérieure amplifia cette évolution. En lui demandant de désigner ses représentants à l'Assemblée consultative, en exigeant son concours pour nommer les préfets et les maires de la Libération, en lui proposant enfin de formuler ses idées sur le devenir du pays, De Gaulle impliquait, quelles que fussent leur réticences, les dirigeants de l'armée des ombres dans la politique.

On mesure mieux, dès lors, les espérances et les ambitions que caressaient les mouvements à la veille du débarquement. Ils rêvaient, tout d'abord d'imposer leur programme. Par delà les divisions, quelques points forgeaient les termes d'un consensus : élargissement de la démocratie par le rétablissement de la légalité républicaine, le respect des libertés et le droit de vote des femmes; intervention de l'Etat dans l'économie, tant pour éviter la récurrence des crises que pour éliminer l'influence des «trusts» dans la vie politique; création d'un état social, par le développement de droits, la création d'une Sécurité sociale et la démocratisation de l'enseignement. Le programme adopté par le CNR (15 mars 1944) transcrivit -avec un certain flou- ces aspirations généreuses. Les mouvements, par ailleurs, espéraient remodeler le champ politique en créant leur parti. En janvier 1944, les MUR se fédérèrent avec quelques formations nordistes (Défense de la France, Lorraine...) au sein du Mouvement de Libération nationale qui visait explicitement à se métamorphoser en parti à la libération. Dans l'ensemble pourtant, ces tentatives firent long feu.

Le programme de la Résistance, de fait, ne brillait guère par son originalité et se contenait de reprendre les thèmes développés avant guerre par les cercles avant-

---

18 L. Boltanski, *Les Cadres*, Paris, Editions de Minuit, 1982.

gardistes. L'expérience de la clandestinité, de ce point de vue, n'apportait aucune valeur ajoutée à des idées débattues, fût-ce dans des cercles restreints, au cœur des années trente. La volonté de créer un parti, surtout, se heurtait à des obstacles puissants. A gauche, la SFIO comme le PCF considéraient cette tentative d'un mauvais œil puisqu'elle les concurrençait directement. Les catholiques, pour leur part, entendaient faire cavalier seul. Et Charles de Gaulle refusait de s'associer à cette expérience. La situation se présentait sous les plus fâcheux auspices, ce que la suite de l'histoire confirma. Les démocrates-chrétiens, dès novembre 1944, brisèrent le front uni de la Résistance en créant leur parti, le Mouvement Républicain Populaire (MRP). Le PCF s'efforça d'attirer dans son orbite le MLN, en s'appuyant sur les éléments communistes de la fédération. Cette tentative échoua, mais provoqua, lors du premier congrès, une scission entre partisans de l'alliance rouge et tenants de l'indépendance (janvier 1945). Ces derniers ne disposaient plus que d'une carte : l'alliance avec la SFIO. Or, les élections à la première Assemblée constituante furent décevantes, malgré le cartel électoral constitué avec le MLN. Ce résultat eut pour conséquence d'affaiblir Daniel Mayer, secrétaire général du parti socialiste, qui, désavoué, laissa la place à Guy Mollet<sup>19</sup>. Ce dernier renoua avec les vieux démons du socialisme français, maniant la langue de bois guesdiste tout en menant, au pouvoir, une politique prudemment réformiste. Les déçus de la résistance n'eurent donc pour exutoire que la formation d'une petite formation, l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR) qui, malgré son rôle de parti charnière et quelques membres éminents (René Pleven et François Mitterrand) eut un rôle limité sous la IV<sup>ème</sup> République. Le rêve d'un parti issu de la Résistance s'était donc brisé sur la robustesse des formations traditionnelles, un scénario que le Parti d'Action devait rejouer - sur une partition italienne cette fois.

Ceci dit, et par delà les causalités avancées, le pari d'un parti de la Résistance apparaissait d'emblée mal engagé. En raison, certes, de la diversité des hommes dont les options idéologiques, masquées par la nécessité de la lutte, ne pouvaient que réapparaître une fois la guerre achevée. En raison, également, de la faible originalité programmatique des clandestins. En raison, surtout, d'une contradiction interne. Soit le parti de la Résistance ne regroupait que les résistants: il était alors inéluctablement voué à la marginalité, compte tenu du caractère minoritaire des mouvements; soit il ouvrait largement ses portes, mais perdait dès lors tout son sens: comment envisager un parti de la résistance composé de non-résistants,

---

19 S.P. Kramer, *La stratégie socialiste à la Libération*, in «Revue d'Histoire de la Seconde guerre mondiale», No. 98, 1975, p. 77 et ss.

d'attentistes, voire de pétainistes repentis ? Un homme pourtant aurait pu infléchir la donne, Charles de Gaulle. Il s'abstint.

Quelques hommes rêvaient en effet que De Gaulle, à la Libération, fonde son propre parti. Ce dernier refusa toujours de jouer cette carte. Des raisons idéologiques militaient contre cette option. Homme de rassemblement, incarnation de l'union nationale, le chef du gouvernement n'entendait pas entrer dans l'arène et par conséquent devenir l'homme d'un camp. D'un point de vue stratégique, ce choix l'aurait conduit à se couper de partisans potentiels qui le soutenaient en raison précisément de son apolitisme proclamé. De Gaulle, pourtant, surestimait sa force - en pensant être la clé de voûte du système. Il minimisait également l'hostilité que lui vouaient les partis. Dès 1945, les conflits s'attisaient autour notamment de la question des institutions. La gauche réclamait un retour pur et simple au parlementarisme que le général, partisan d'un renforcement de l'exécutif, récusait. Le conflit, inévitable, se dénoua par la démission de De Gaulle le 20 janvier 1946. Ce dernier ne revint au pouvoir qu'après douze longues années d'attente, en 1958. Mais le succès du Rassemblement du Peuple Français (RPF) lancé en 1947 démontre a contrario l'erreur stratégique commise à la Libération. En créant sa propre formation dès 1945, Charles de Gaulle aurait sans doute obtenu le succès et limité corrélativement la marge de manoeuvre des partis traditionnels. De Gaulle retint la leçon. Dès 1958, il fondait sa formation, l'Union pour la Nouvelle République qui contribuait largement à recomposer le champ politique.

L'œuvre du Gouvernement Provisoire de la République Française (GPRF) ne saurait pourtant se réduire au double échec politique de la Résistance intérieure et de Charles de Gaulle. Le GPRF réalisa en effet largement le programme du CNR. L'Etat intervint massivement dans l'économie, via d'ambitieuses nationalisations et l'instauration d'une planification indicative confiée à Jean Monnet. Les salariés bénéficièrent d'un régime complet de Sécurité sociale. Les libertés furent rétablies et parfois même élargies, les femmes obtenant, enfin, le droit de vote en 1944. Seul, l'Empire échappa à ce zèle réformateur. Encore les pratiques les plus odieuses furent abolies (le code de l'indigénat notamment); la métropole se décida à investir massivement dans les colonies (ce qu'elle n'avait jamais fait à cette échelle); et les liens entre la France et ses possessions fussent scellés, du moins en apparence, sur un pied d'égalité via la création d'une Union française où les colonisés étaient politiquement représentés. Le consensus noué à la Libération, associant croissance économique et progrès social, était au demeurant suffisamment fort pour qu'il dure jusqu'à l'orée des années quatre-vingts. De droite ou de gauche, aucun gouvernement ne remit en cause l'impératif de croissance et de justice sociale que l'intervention de l'Etat permettait précisément d'inscrire dans les faits. Ce constat

suggère que la postérité de la Résistance est peut-être sous-estimée. Son échec politique, voire politique, ne doit pas occulter l'ampleur des réformes réalisées à la Libération, réformes dont elle n'avait certes pas la paternité, mais que ses sacrifices permirent d'imposer à une droite discréditée par l'ampleur du soutien apporté au régime pétainiste. Constat encourageant s'il ne se doublait d'une présence pour le moins discrète dans la mémoire nationale.

## Les avatars de la mémoire résistante

---

Jusqu'à une date récente, la Résistance a occupé une place modeste dans la mémoire nationale<sup>20</sup>. A la différence de la déportation, de la rafle du Vélodrome d'Hiver ou de l'appel du 18 juin, aucun jour, dans le calendrier commémoratif, ne rappelle sa geste. Aucun lieu de mémoire, par ailleurs, ne lui est spécifiquement dédié. A Paris, la crypte de la déportation creusée à l'extrémité sud de l'île de la Cité mêle en un commun hommage déportés résistants et raciaux. Le Mont-Valérien se pose comme le haut lieu de la mémoire gaulliste. Les musées ou mémoriaux qui fleurissent dissolvent, par leur fragmentation même, le caractère unitaire d'une Résistance dont le souvenir se fragmente au gré de la géographie, du Mont-Mouchet au Vercors en passant par Saint-Marcel. Et si des plaques, des monuments ou des noms de rue rappellent dans les communes le souvenir des héros de la résistance, ils sont le plus souvent érigés à l'initiative des associations locales sans que l'Etat n'intervienne, du moins *ab initio*, dans le processus<sup>21</sup>.

Cette fragmentation résulte en partie de la faiblesse numérique de la résistance française. Rassemblant moins de 300.000 combattants encartés<sup>22</sup>, divisée en une pléthore d'associations modestes, l'armée des ombres n'a jamais pu imposer une vision unifiée de son combat. La diversité des expériences vécues conforte cette atonie. Le maquisard, l'agent de renseignement, le diffuseur de la presse clandestine avaient été plongés dans des univers trop singuliers pour qu'une image homogène du combat puisse s'imposer après-guerre. Dans cette mesure, un abîme sépare la

---

20 H. Rouso, *Le Syndrome de Vichy de 1944 à nos jours*, Paris, Le Seuil, 1990.

21 S. Barcellini, A. Wiewiorka, *Passant, souviens-toi! Les lieux du souvenir de la Seconde guerre mondiale en France*, Paris, Plon, 1995.

22 S. Barcellini, *La Résistance française à travers le prisme de la carte CVR*, in L. Douzou, R. Frank, D. Peschanski et D. Veillo (dir.), *La Résistance et les Français. Villes, centres et logiques de décision*, Acte du colloque international IHTP, Cachan, 1995, p. 151.

Seconde guerre mondiale de la Première. Plongé dans l'enfer des tranchées, des millions d'anciens combattants avaient pu, après 1918, imposer leur vision du conflit d'autant qu'ils étaient servis par des associations rassemblant des dizaines de milliers de vétérans unis par des souvenirs communs.

Ce facteur explique le caractère diffus de la mémoire résistante dans la France de l'après-guerre. Cette mémoire a par surcroît été longtemps dominée par l'instrumentalisation qu'opérèrent les gaullistes et les communistes. Présentant le régime vichyste comme un phénomène minoritaire dépourvu de tout soutien populaire, assimilant l'armée des ombres à un combat partagé par la masse des Français, les deux camps tiraient de cette lecture des conclusions diamétralement opposées. En soulignant le rôle éminent joué par le premier des Français, les gaullistes légitimaient le combat politique de leur chef. En rappelant les sacrifices du «Parti des 75.000 fusillés», le PCF masquait les compromissions de l'an 40 et pouvait prétendre incarner l'intérêt national, une assertion vitale en un temps de guerre froide. Ces mémoires hégémoniques ne laissaient guère de place à la dissonance et les mouvements comme les juifs occupaient une place limitée dans l'espace mémoriel. Cette situation n'est pas sans rappeler la configuration italienne. Prétendument appuyée par la masse de la population, la résistance confinait Vichy et le régime mussolinien à la marginalité, interprétation optimiste que brisèrent les travaux de Renzo de Felice... et le quitus accordé par Giorgio Amendola.

La Résistance, par surcroît, pesa faiblement sur les débats de l'après-guerre, peinant à imposer sa référence morale. Pendant la guerre d'Algérie, l'armée des ombres s'est ainsi divisée. Invoquant l'intégrité du territoire national, la défense de la chrétienté ou la lutte contre le communisme, une partie des anciens ont défendu la cause de l'Algérie française à l'instar de Michel Debré ou de Robert Lacoste. Rappelant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ou dénonçant l'usage de la torture, les autres ont en revanche soutenu la cause des rebelles. Dans les deux cas, la résistance, loin de fonctionner comme une référence morale s'imposant à tous, a été instrumentalisée dans le combat politique d'autant que la lutte clandestine n'avait pas érodé les références politiques ou éthiques préexistant au conflit.

Les années soixante-dix marquèrent cependant un tournant. La disparition du général de Gaulle et la politique mémorielle de son successeur Georges Pompidou minèrent la mémoire gaulliste. Graciant le milicien Paul Touvier et appelant à une réconciliation nationale, Georges Pompidou plaçait le gaullisme, malmené par les événements de mai, sur la défensive. Débordé par les groupuscules gauchistes, discrédité par la répression du printemps de Prague, embarrassé par les révélations visant son secrétaire général Georges Marchais, le Parti communiste affrontait quelques turbulences et devait admettre une relecture de la ligne suivie durant les

années sombres. La sortie du *Chagrin et la Pitié*, en 1971, proposait par ailleurs une vision moins héroïque des Français -les habitants de Clermont-Ferrand en l'occurrence- que l'image glorieuse propagée par les gaullistes et les communistes. Publié en 1973, le livre de Robert Paxton<sup>23</sup>, amenait enfin à des révisions cruelles, en montrant que la collaboration, loin de correspondre à une exigence allemande, avait été constamment sollicitée par un Etat français désireux par ailleurs d'imposer en France sa Révolution nationale. Les années 1970-1980 tendirent donc à occulter le souvenir de la Résistance, les débats sur Vichy et la Shoah monopolisant la scène mnémonique. Peu d'historiens se penchèrent sur l'armée des ombres ; et les films délaissèrent ce thème au profit d'évocations graves ou légères de l'occupation.

La décennie suivante a en revanche marqué une réelle inflexion. Les historiens, tout d'abord, ont redécouvert la Résistance et contribué à renouveler les perspectives. Pour le meilleur et pour le pire. Naguère intouchable, l'armée des ombres a du subir les attaques, parfois calomnieuses, visant ses héros - morts ou vivants. L'écroulement du régime soviétique et l'ouverture des archives a généralisé le soupçon, amenant à considérer les gloires du Panthéon comme des traîtres en puissance à l'instar de Jean Moulin, accusé -sans preuve- d'avoir été un agent de Moscou<sup>24</sup>. Mais la geste résistante a également été célébrée, par des films, des pièces<sup>25</sup> ou des ouvrages s'attachant la faveur du public ce qui confirme la place contrastée qu'elle occupe désormais dans l'espace public.

Risquons une hypothèse. Jusqu'à l'orée des années soixante-dix, la mémoire somme toute triomphaliste des années sombres coïncidait avec la santé recouvrée du pays. Fière de ses succès économiques, la France s'accommodait, somme toute, d'une vision lénifiante de l'occupation accordant la part belle à l'armée des ombres. La crise pétrolière ouverte en 1973 bouleversait cependant les perspectives. Le marasme dévoilait l'impuissance de l'Etat et la défaillance d'élites incapables de résorber la crise. Ce retournement ne pouvait qu'amener à une révision des certitudes les plus assurées dont la puissance publique et les dirigeants firent les frais. La redécouverte récente de la Résistance s'inscrit dans ce contexte. La crise nourrit un discours fataliste affirmant qu'aucune politique alternative n'était possible, et qu'il fallait se plier à la logique des faits. Cette lecture alimenta le soupçon et amena à exalter les hommes qui, dans des circonstances comparables, avaient su

---

23 R. Paxton, *La France de Vichy*, Paris, Le Seuil, 1973.

24 O. Wieviorka, *Du bon usage de l'anticommunisme*, in J-P. Azéma (dir.), *Jean Moulin face à l'histoire*, Paris, Flammarion, 2000, pp. 362 et ss.

25 On peut ici citer le film de Claude Berri, *Lucie Aubrac*, ou la pièce de Robert Hossein dédiée à Charles de Gaulle, *L'Homme qui a dit non*.



dire non. De fait, les résistants avaient combattu les fausses évidences - la certitude de la victoire allemande - au péril de leur vie.

La redécouverte du combat clandestin ne saurait être par conséquent dissociée des protestations montant contre la gestion libérale de la crise, présentée dans les années 80 comme la seule planche de salut. Cette hypothèse mériterait sans doute des vérifications plus approfondies. Elle ne saurait être d'emblée écartée. Elle démontre surtout que la mémoire de la Résistance ne se dissocie pas du contexte qui la porte. De fait, c'est parce que la résistance offre des éléments de réflexion pertinents aux contemporains que son combat, par delà sa singularité, s'éternise dans la mémoire collective. Constat évident, certes, mais essentiel pour comprendre les fluctuations chronologiques d'un espace mémoriel ancré dans le passé mais soumis aux vents changeant des interrogations contemporaines.

---

Olivier Więviorka, *Ecole Normale Supérieure de Cachan*